

PREFECTURE DE LA LOIRE

Direction départementale  
de la protection des  
populations

Environnement et  
prévention des risques

Le Préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur

Dossier suivi par Frédéric SABOT :  
Téléphone 04 77 48 45 25  
Courriel : [frederic.sabot@loire.pref.gouv.fr](mailto:frederic.sabot@loire.pref.gouv.fr)

Dossier n° : 2005/0113  
Arrêté de prescriptions complémentaires n° 2009/0639

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** l'article R 512-31 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 décembre 1997 réglementant les activités de la société FIP Industries, dans ses installations sises à Unieux, 16 Rue Charles de Gaulle ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire de la société FIP en date du 27 février 2006 ;

**VU** le bilan de fonctionnement transmis à l'inspection des installations classées en date du 17 juillet 2008 en application de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement ;

**VU** les engagements pris par l'exploitant dans le bilan de fonctionnement transmis à l'inspection des installations classées le 17 juillet 2008 ;

**VU** l'arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 novembre 2009 ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, au cours de sa séance du 7 décembre 2009 ;

**VU** l'absence d'observations émises par l'exploitant sur le projet transmis par courrier le 14 décembre 2009 ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de réactualiser les prescriptions applicables à la société FIP ;

**CONSIDÉRANT** qu'en vertu de l'article R.512-31 du code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspecteur des installations classées, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, afin de fixer des prescriptions additionnelles pour protéger les intérêts visés par l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'exécution des prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté devrait permettre l'activité de la société susvisée en compatibilité avec leur environnement ;

**SUR PROPOSITION** de M. Le secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE

**ARRETE**

## Article 1 : Pétitionnaire

La société FIP Industries, dont le siège social et l'établissement sont situés 16 rue Charles de Gaulle – 42240 Unieux, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en date du 17 décembre 1997 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune d'Unieux les installations détaillées dans les articles suivants.

## **Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 complété ayant le même objet ou étant contraires.

## **Article 3 : Nature des installations**

L'article premier de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 est modifié comme-ci :

Rubrique	AS,A, D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Volume autorisé
286	A	Stockage et récupération des métaux	Plateforme de 250 m <sup>2</sup>	50 m <sup>2</sup>	250 m <sup>2</sup>
1131	D	Emploi ou stockage de substances toxiques classées sous la rubrique 1131	30 tonnes de CuBe soit 600 kg de Be pur	compris entre 5 et 50 tonnes	30 tonnes
2550	A	Fonderie d'alliages contenant du plomb (au moins 3%)	Capacité de production : 3 tonnes par jour	0,1 tonne/j	3 tonnes/j
2552	A	Fonderie de métaux et alliages non ferreux	Capacité de production : 7 tonnes par jour	2 tonnes/j	7 tonnes/j
2560	D	Travail mécanique des alliages (mécanique et outillage)	Puissance totale installée : 380 kW	compris entre 50 et 500 kW	380 kW
2910-A	NC	Installations de combustion	Puissance thermique 280 kW	2 MW	280 kW
2920-2	NC	Installations réfrigération ou compression	Puissance absorbée 40 kW — 3 groupes froids : 30 kW — 1 compresseur : 10 kW	50 kW	40 kW

## **Article 4 : Bruits et vibrations**

L'article deux de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 est modifié comme-ci :

L'exploitant réalisera a minima une campagne quinquennale de mesure des niveaux d'émission sonores. Cette étude sera réalisée par une personne ou un organisme qualifié.

## **Article 5 : Valeurs limites d'émission et surveillance des rejets atmosphériques**

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 est modifié comme-ci :

### 5.1. Valeurs limites d'émission et surveillance

Points de rejets		Aval du dépoussiéreur des Fours de fusion	Aval du dépoussiéreur de de l'atelier graphite
Débit maximal horaire de rejet		18 000 Nm <sup>3</sup> / h	1500 Nm <sup>3</sup> / h
Paramètres	Concentration	Flux massique maximal horaire	
Poussières totales	5 mg/Nm <sup>3</sup>	90 g / h	7,5 g / h
Beryllium	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>	1,8 g / h	0,15 g / h
Pb	1 mg/Nm <sup>3</sup>	18 g / h	1,5 g / h
NOx	500 mg/Nm <sup>3</sup>	9 kg / h	0,75 kg / h
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl)	50 mg/Nm <sup>3</sup>	900 g/h	75 g / h
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz vésicules et particules (exprimés en HF)	5 mg/Nm <sup>3</sup>	90 g / h	7,5 g / h
Chrome et composés du chrome	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>	1,8 g / h	0,15 g / h
Plomb	1 mg/Nm <sup>3</sup>	18 g / h	1,5 g / h
Nickel et composé	1 mg/Nm <sup>3</sup>	18 g / h	1,5 g / h
COV	10 mg/Nm <sup>3</sup>	180 g / h	15 g / h
Total des métaux Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Ni, Mn,V, Zn	5 mg/Nm <sup>3</sup>	90 g / h	7,5 g / h
CO	300 mg/Nm <sup>3</sup>	5,4 kg / h	0,45 kg / h

### B. Conditions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

### C. Périodicité et Transmission des résultats

La périodicité de surveillance des rejets atmosphériques est semestrielle. Cette surveillance porte sur l'ensemble des paramètres prévus au présent article et est réalisée sur les deux émissaires principaux : en



sortie des dépoussiéreurs des fours de fusion et de l'atelier graphite.

Cette surveillance sera effectuée par un organisme agréé. Les résultats des contrôles seront transmis annuellement à l'inspection des installations classées. Cette transmission des résultats sera accompagnée des commentaires sur les dépassements constatés ainsi que sur les actions correctrices prises ou envisagées.

Cette surveillance est assortie d'une visite de contrôle annuel par une société compétente dans le domaine des systèmes de dépoussiérage. Ce contrôle portera sur les systèmes de dépoussiérage, filtres, dépoussiéreur et canalisations associées.

L'exploitant met en place des contrôles mensuels avec consignation sur registre de l'intégrité des filtres sur les dépoussiéreurs des fours de fusion et de l'atelier graphite.

L'exploitant étudiera la mise en place d'un analyseur d'air en continu (opacimètre) au droit du dépoussiéreur, en aval des filtres. Cette étude fera l'objet d'un dossier technique dont une copie sera transmise à l'inspection des installations avant le 31 décembre 2010.

Cette surveillance (périodicité, paramètres analysés) pourra être révisée en fonction des résultats de mesures, mais également à la demande de l'exploitant sous réserve que cette dernière soit dûment argumentée et après accord de l'inspection des installations classées.

## **Article 6 : Autres prescriptions**

### **Article 6.1. : Aménagements**

Les installations et aménagements suivants seront mis en œuvre d'ici le 31 décembre 2010 :

- un auvent sur la zone de stockage au nord du site
- un goudronnage et une imperméabilisation du site
- rénovation de la clôture du site notamment sur les zones est et sud ouest

A l'issue de ces travaux d'aménagements, un dossier d'achèvement des travaux sera transmis à l'inspection des installations classées.

### **Article 6.2. : Utilisation rationnelle de l'énergie**

Une réflexion relative à l'utilisation rationnelle de l'énergie sera menée.

Cette dernière concerne notamment :

- la récupération de la chaleur perdue au niveau des fours à induction ;
- l'alimentation des fours de fusion en électricité ;
- la réduction des pertes au feu durant la phase de fusion

Cette réflexion fera l'objet d'un dossier technique, qui sera transmis au plus tard au 31 décembre 2010 à l'inspection des installations classées.

## **Article 7 :**

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

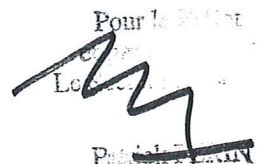
**Article 8 :**

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**Article 9 :**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le maire d'UNIEUX et l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

12 FEV. 2010  
Fait à SAINT-ETIENNE, le

Pour le Préfet  
  
Préfet

**Copie adressée à :**

- Monsieur le Directeur de la STE FONDERIES INDUSTRIELLES DE LA PERIVAURE  
16 rue Charles de Gaulle  
42240 UNIEUX

- Monsieur le maire d'UNIEUX

- L'Inspecteur des installations classées - Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

- Archives 87 DDPP/10

- Chrono.

